

Document

Un ex-cadre de l'AIPAC confirme l'accès du lobby aux secrets US

(<http://www.voltairenet.org>)

Le 4 janvier 2011

En 2005, le FBI a mis en cause un cadre du Pentagone, le colonel Lawrence Franklin, et un ancien analyste du Conseil de sécurité nationale devenu chercheur à la Brookings Institution, Kenneth Pollack. Les deux hommes, à des titres divers, auraient transmis des secrets d'Etat à deux responsables de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), Steve J. Rosen et Keith Weissman ; lesquels les auraient remis au chargé d'affaire de l'ambassade d'Israël à Washington, Naor Gilon,.

L'enquête du FBI a permis d'établir les faits, mais pas de les qualifier. Ces secrets ont-ils été donnés sans contrepartie ou dans le cadre d'un échange d'information ? S'agissait-il d'espionnage ou de fuites ? Et la révélation de ces secrets a-t-elle porté tort aux Etats-Unis au bénéfice de son allié israélien ?

Au passage, la saisie des ordinateurs de l'AIPAC a permis de découvrir que l'AIPAC, qui se définit comme « le lobby pro-Israélien en Amérique », avait financé la carrière du politicien français Nicolas Sarkozy. A l'époque, l'ambassadeur d'Israël à Paris s'était précipité à l'Elysée pour assurer le président Jacques Chirac que son pays n'était aucunement impliqué dans cette ingérence, laquelle était exclusivement imputable au zèle de quelques amis états-uniens.

Quoi qu'il en soit, pris dans une tourmente de politique intérieure Lawrence Franklin fut d'abord condamné à 12 ans et 7 mois de prison ferme pour espionnage ; peine qui fut réduite à 10 mois de prison et 100 heures de travaux d'intérêt général.

Après avoir longtemps soutenu ses employés, l'AIPAC a fini par les lâcher. Steve J. Rosen [à gauche sur la photo, avec son avocat à droite], se retrouvant sans emploi et au centre de plusieurs procédures judiciaires, se retourna contre son ancien employeur. Cette situation donne lieu à un grand déballage. Il apparaît que l'AIPAC reçoit fréquemment, de sources diverses, des informations confidentielles dont elle fait usage au profit d'Israël.

Tous les [documents de l'affaire Steve J. Rosen contre AIPAC](#) sont consultables sur le site de l'Institute for Research:Middle East Policy.